



# Assemblée générale

Soixante-neuvième session

**82<sup>e</sup>** séance plénière

Vendredi 20 mars 2015, à 10 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Kutesa. . . . . (Ouganda)

*En l'absence du Président, M. Mahmadaminov (Tadjikistan), Vice-Président, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

## Point 7 de l'ordre du jour (suite)

### Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** J'appelle l'attention de l'Assemblée générale sur la résolution 69/162, en date du 18 décembre 2014, qui demande que soit organisée une réunion commémorative à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Les membres se souviendront qu'à sa 73<sup>e</sup> séance plénière, le 18 décembre 2014, l'Assemblée générale a clos son examen du point 66 de l'ordre du jour. Afin que la réunion commémorative puisse avoir lieu, il est nécessaire de reprendre l'examen de ce point de l'ordre du jour. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite reprendre l'examen du point 66 de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

## Point 66 de l'ordre du jour (suite)

### Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

#### Réunion commémorative à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** J'ai le plaisir de me joindre aux membres aujourd'hui pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et de faire la déclaration suivante au nom du Président de l'Assemblée générale.

« Le thème de la réunion commémorative de cette année, « Tirer les enseignements des tragédies historiques pour combattre la discrimination raciale aujourd'hui », ne se contente pas d'attirer notre attention sur les tragédies du passé, mais nous appelle tous à agir de façon résolue pour combattre toutes les formes de racisme et de discrimination raciale.

Les membres s'en souviendront, cette journée internationale d'action contre le racisme a été créée en souvenir des 69 Sud-Africains tués le 21 mars 1960 à Sharpeville, Afrique du Sud, alors qu'ils manifestaient pacifiquement

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

15-07803(F)



Document adapté

Merci de recycler



et sans armes. Cette tragédie venait s'ajouter à la longue liste des incidents à caractère racial qui avaient cours à l'époque en Afrique du Sud. Mais elle suscita l'effroi aux quatre coins du monde et poussa les individus, les nations et les organisations à agir pour mettre fin au régime raciste de l'apartheid. Par sa résolution 2142 (XXI), l'Assemblée générale proclama le 21 mars Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Par cette commémoration annuelle, la communauté internationale se rassemble et s'engage à préserver la mémoire historique des tragédies passées, et à en tirer les enseignements afin de protéger l'humanité et d'éviter qu'elles ne se reproduisent.

Cette année marque également le lancement de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine. À travers la manifestation d'aujourd'hui et les nombreuses autres qui seront organisées dans le contexte de la Décennie internationale, nous allons donner acte des effets profonds et durables des tragédies historiques liées aux droits de l'homme, notamment l'esclavage, la traite des esclaves et la traite transatlantique des esclaves. Nous devons tirer des enseignements importants de ces tragédies passées afin de mettre à profit ce savoir pour lutter contre les manifestations contemporaines du racisme et de la discrimination raciale.

Dans ma déclaration inaugurale de la vingt-huitième session du Conseil des droits de l'homme à Genève, j'ai déploré les récentes attaques violentes dont sont victimes des innocents à travers le monde en raison d'une discrimination fondée sur la race, l'appartenance ethnique ou la religion. Aujourd'hui, je réitère ce message et réaffirme qu'on ne peut permettre que de tels préjugés s'enracinent dans nos sociétés. Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Nous devons donc continuer de rejeter et de prévenir la discrimination sous toutes ses formes, notamment la xénophobie, les stéréotypes, la haine, l'exclusion et d'autres formes d'intolérance qui y sont associées. Nous devons empêcher que de tels actes, qui peuvent mettre en péril la paix, la stabilité et le développement à travers le monde, se produisent.

Les 21 et 22 avril, je convoquerai, en conjonction avec le Secrétaire général et

l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies, un débat thématique de haut niveau sur la promotion de la tolérance et de la réconciliation. Ce débat sera l'occasion de partager les expériences et de mettre au point des stratégies pour encourager des sociétés pacifiques et ouvertes à tous, et combattre l'extrémisme violent. J'espère qu'il sera une illustration de plus de nos efforts pour lutter contre la discrimination raciale. En effet, lutter contre la discrimination raciale et promouvoir la tolérance et la réconciliation se renforcent mutuellement. Ensemble, nous devons utiliser ce débat et les autres tribunes qui nous sont offertes pour condamner de manière catégorique le racisme, les préjugés et l'intolérance dans toutes leurs manifestations. »

Je donne maintenant la parole à la Directrice de cabinet, M<sup>me</sup> Susana Malcorra, qui va faire une déclaration au nom du Secrétaire général.

**M<sup>me</sup> Malcorra** (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé cet événement solennel et important. J'ai l'honneur de représenter le Secrétaire général, qui, malheureusement, ne peut être des nôtres aujourd'hui.

Chaque jour, des personnes de tout âge subissent la haine, l'injustice et l'humiliation en raison de leur couleur de peau, de leur ascendance, de leur origine nationale ou ethnique ou d'autres caractéristiques soi-disant raciales. Cette discrimination a nourri l'oppression, la pauvreté, l'esclavage, le génocide et la guerre.

La Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale est l'occasion de renouveler notre engagement à bâtir un monde de justice et d'égalité où la xénophobie et le fanatisme n'ont pas leur place. Nous devons tirer les enseignements de l'histoire et prendre acte des dommages profonds causés par la discrimination raciale. Cela veut dire qu'il nous faut préserver soigneusement la mémoire des injustices historiques afin que nous puissions utiliser ce savoir pour éliminer les préjugés et enseigner la tolérance, la non-discrimination et le respect de la diversité partout et pour tous.

Cette année marque le cinquantième anniversaire de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le lancement de la Décennie internationale des personnes

d'ascendance africaine. Au fil des 50 dernières années, la lutte contre le racisme et la discrimination raciale a enregistré un certain nombre d'avancées. Le colonialisme a pris fin, l'apartheid a été démantelé et le mouvement mondial pour l'égalité a pris de l'essor. Pourtant comme l'histoire et l'actualité en attestent, la discrimination raciale continue de représenter un danger manifeste pour les personnes et les communautés dans toutes les régions du monde. La paix durable ne peut s'édifier que sur le principe de l'égalité en dignité et en droits des personnes, indépendamment de leur origine ethnique, de leur sexe, de leur religion, de leur statut social ou autre. C'est pourquoi, j'exhorte tous les pays à ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à promouvoir la véracité historique et à mettre en place des politiques et des lois énergiques qui permettront de faire disparaître toutes les formes de discrimination, comme l'énonce la Convention.

Il est important de maintenir les projecteurs braqués sur toutes ces questions et d'éduquer les jeunes afin de ne jamais oublier les dangers inhérents au racisme. En janvier, nous avons rendu hommage aux victimes de l'Holocauste. La semaine prochaine, nous dévoilerons le mémorial érigé en l'honneur des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves. Le 7 avril marquera la commémoration du génocide rwandais. Tous ces terribles épisodes de l'histoire humaine trouvent leur origine dans le racisme. C'est pourquoi nous devons apprendre des tragédies passées pour combattre le racisme aujourd'hui. Et c'est pourquoi la manifestation d'aujourd'hui est si importante.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je remercie la Directrice de cabinet de sa déclaration.

Conformément à la résolution 69/162 du 18 décembre 2014, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme était invité à prendre la parole à la présente réunion commémorative. Le Haut-Commissaire ne peut être des nôtres aujourd'hui car il participe à une réunion similaire au Conseil des droits de l'homme à Genève. Son message sera disponible sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Je voudrais demander aux membres s'ils acceptent que, conformément à la résolution 69/162, M<sup>me</sup> Verene Shepherd, membre du Groupe de travail d'experts du Conseil des droits de l'homme sur les personnes d'ascendance africaine, soit invitée à faire une déclaration à la présente réunion.

En l'absence d'objection, je considérerai que l'Assemblée générale souhaite inviter, sans créer de précédent, M<sup>me</sup> Shepherd à faire une déclaration à la présente réunion.

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Conformément à la décision qui vient d'être prise, je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Shepherd.

**M<sup>me</sup> Shepherd** (*parle en anglais*) : C'est véritablement un privilège pour moi que de prendre la parole à l'Assemblée générale à l'occasion de la célébration d'une nouvelle Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, proclamée par l'Assemblée générale en 1966, six ans après la tragédie sud-africaine qui est à son origine. Je remercie le Président de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, M. Sam Kutesa, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et mes collègues membres du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine de l'insigne honneur qu'ils me font. Je salue toutes les personnes réunies ici ce matin, qui, par leur présence, montrent qu'elles partagent le même souci de créer un monde sans racisme, sans discrimination raciale, sans afrophobie, sans xénophobie et où l'intolérance qui y est associée n'a pas sans place, que ce soit dans nos vies personnelles ou dans les relations internationales.

Comme moi, elles croient dans les libertés et droits fondamentaux énoncés dans le corpus d'instruments internationaux adoptés après la Seconde Guerre mondiale en réponse aux atrocités commises pendant cette guerre afin de protéger les droits humains et la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine, ainsi que leur égalité et leurs droits inaliénables. Dans ce contexte, la discrimination raciale doit être traitée comme une ignominie. C'est pourquoi je salue le caractère opportun du thème choisi pour cette année, « Tirer les enseignements des tragédies historiques pour combattre la discrimination raciale aujourd'hui ». La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, dont nous célébrons cette année le cinquantième anniversaire, est très claire quant à ce qui constitue la discrimination raciale. Cette dernière y est définie comme

« toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de

compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique » (*Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, article 1, par. 1*)

Pour nombre d'entre nous ici, les grandes tragédies historiques et les actes inhumains qui ont influencé l'histoire mondiale et étaient liés à une hiérarchie raciale ou ethnique et à la discrimination, qu'il s'agisse de la conquête, de la colonisation, du génocide des populations autochtones ou minoritaires, du Maafa africain – la traite transatlantique des esclaves et l'esclavage –, de l'Holocauste, de l'apartheid racial ou de la répression violente des mouvements pour les droits civiques et les droits des travailleurs, et la liste est longue, nous sont familiers. Ces tragédies et ces actes inhumains, notamment les massacres, les actes de torture, les flagellations publiques, les emprisonnements et les humiliations généralisées ont provoqué des souffrances indicibles. Les descendants de ceux qui ont souffert du Maafa africain ou de l'Holocauste se sont efforcés de trouver des moyens de garder vivante la mémoire de leurs ancêtres et d'obtenir justice pour ces tragédies, y compris des réparations.

C'est en tant que produit de plusieurs de ces tragédies historiques que je me tiens aujourd'hui devant l'Assemblée générale, la pire d'entre elles ayant été le déplacement forcé de mes ancêtres originaires d'Afrique et de certaines régions d'Asie pour leur faire vivre une vie d'esclavage et de travail forcé dans les Caraïbes ainsi que le régime d'apartheid racial et le néocolonialisme qui ont succédé à l'esclavage et au servage et ont tant marqué les sociétés caribéennes. Mais je suis également ici en tant qu'exemple vivant de ce que la bataille contre ces tragédies historiques peut produire : une universitaire engagée, une défenseuse des droits de l'homme qui ne nourrit aucune haine en son sein et qui est capable de travailler aux niveaux local, régional et international, avec d'autres défenseurs engagés, pour tenter de faire disparaître de notre paysage les séquelles de ces tragédies.

Je nourris cependant une certaine inquiétude, parce que près de 50 ans après la proclamation de la Journée internationale, encore trop d'individus, de communautés et de sociétés continuent de souffrir des injustices et de la stigmatisation provoquées par

le racisme. Et les premières victimes du racisme et de la discrimination raciale sont les Africains et les personnes d'ascendance africaine. Toutefois, le programme d'activités élaboré aux fins de la mise en œuvre de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, ici même, en 2014, à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, sous le thème « la reconnaissance, la justice et le développement » (voir A/69/PV.55), nous offre diverses stratégies visant à remédier aux torts du passé pour pouvoir édifier un monde plus pacifique.

Oui, nous continuons de devoir constater dans les faits qu'il nous reste encore du chemin à parcourir pour réaliser l'objectif de la paix universelle, de l'harmonie interethnique et de la justice impartiale que tant d'entre nous se sont efforcés de faire advenir, allant jusqu'à verser leur sang pour cela. Nous constatons ces faits aujourd'hui dans les mains levées, parce que la campagne « la vie d'un Noir est importante/toute vie est importante » (« *black lives matter/all lives matter* ») s'est transformée de mouvement américain local en mouvement mondial; dans les insultes raciales lancées contre les joueurs noirs dans le cadre de matchs de football où, à l'occasion, on entend crier le mot « macaque », ou singe, depuis les tribunes, au mépris total de ce que peuvent ressentir les joueurs visés; dans le racisme institutionnel et structurel; dans le profilage racial utilisé aux frontières internationales et dans certains pays; dans les messages et les idées fondés sur le racisme, la supériorité ou la haine raciale qui incitent au racisme; et dans la différence d'accès à une éducation, un emploi ou une justice de qualité. Nous le voyons dans la partialité des représentations textuelles et visuelles, des dessins et illustrations de presse et des articles de journaux qui ne respectent pas la religion et l'origine ethnique d'autrui; dans la conversation et les attitudes de tous les jours qui traduisent la xénophobie et le sectarisme; dans les pratiques culturelles qui humilient des groupes ethniques particuliers; dans la signalétique utilisée dans certains espaces, qui remet dans la mémoire des populations anciennement opprimées les auteurs des tragédies du passé; et dans tant d'autres domaines encore.

Je me joins par conséquent à la communauté internationale aujourd'hui dans l'appel mondial à l'action en vue de l'élimination totale du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie, de l'afrophobie et de tout autre type d'intolérance, et de l'application et du suivi intégraux de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.



L'année 2015 nous rappelle opportunément à tous nos responsabilités vis-à-vis des victimes du racisme et de la discrimination raciale car elle est l'année où coïncident un certain nombre d'anniversaires qui nous rappellent les tragédies du passé. C'est le cinquante et unième anniversaire de l'adoption aux États-Unis d'Amérique de la loi de 1964 sur les droits civils (Civil Rights Act). C'est le cinquantième anniversaire du Dimanche sanglant, le 7 mars 1965, où la police a frappé des manifestants venus défiler de Selma à Montgomery, dans l'Alabama, aux États-Unis d'Amérique, pour revendiquer le droit de vote. C'est le cent cinquantième anniversaire du massacre de Morant Bay de 1865, en Jamaïque, théâtre du meurtre de plus de 400 Jamaïcains aux mains des forces coloniales. C'est le bicentenaire de la Lettre de Jamaïque de Simon Bolivar, dans laquelle il expliquait sa mission de libération de l'Amérique latine de l'oppression coloniale. C'est le deux cent onzième anniversaire de l'indépendance haïtienne, obtenue par les habitants noirs, esclaves et hommes libres, d'un pays qui avait enrichi l'opresseur colonial mais appauvri une nation tout entière.

Toutefois, il y a de l'espoir, au milieu de ces souvenirs douloureux. Alors que nous réfléchissons au 21 mars 1960, où la police a ouvert le feu sur 69 hommes, femmes et enfants venus manifester pacifiquement contre les lois d'apartheid à Sharpeville, en Afrique du Sud, les tuant tous, réjouissons-nous du fait que, depuis ce jour tragique, le système d'apartheid en Afrique du Sud a été démantelé et que l'Afrique du Sud a accompli d'importants efforts pour qu'un système aussi malfaisant que l'apartheid racial ne relève plus jamais sa face hideuse dans ce pays.

La communauté mondiale a également progressé à grands pas dans l'élimination du racisme et de la discrimination raciale. Le colonialisme a pris fin dans de nombreux autres pays depuis 1960, et la superstructure de l'esclavage et de l'apartheid racial a été démantelée. Les lois et pratiques racistes ont été abolies dans de nombreux pays et l'ONU a mis en place un cadre international de lutte contre le racisme reposant sur la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments axés sur les droits.

Engageons-nous aujourd'hui dans la lutte contre la répétition des tragédies de l'histoire. Les États-Unis d'Amérique ont leur pont Edmund Pettus, théâtre des affrontements du Dimanche sanglant, mais nous

pouvons construire nos propres ponts métaphoriques ou symboliques, les ponts de l'entente, entre tous les membres de la famille humaine, de l'Alaska à l'Argentine, de la mer de Norvège à la mer Méditerranée, de l'Écosse à la Sibérie, d'Alger au Cap, de la Jordanie au Japon, et de la Russie à la Nouvelle-Zélande, pour nous tenir la main dans le monde entier, pour le plus grand bien de tous, et en mémoire des victimes des tragédies historiques et des luttes révolutionnaires contre les différentes injustices. Aujourd'hui, nous rendons hommage à la mémoire de certaines des victimes du massacre de Sharpeville, dont Wiggi Bakela, James Beshe, Ephraïm Chaka, Gilbert Demo, Elliot Sekoala Kabi, Miriam Lekitla et Paulina Mafulatse.

Les Amériques, région dans laquelle a été commis le plus grand crime contre l'humanité et où chaque jour nous nous battons pour éliminer les vestiges des tragédies historiques et de la discrimination raciale, ont également eu leurs victimes de luttes révolutionnaires destinées à mettre fin à l'esclavage et à l'apartheid racial. Nous devons chanter les louanges de ces hommes et de ces femmes, dont l'idéologie et le programme révolutionnaires puisaient à l'évidence aux sources de leur expérience et de leur vision de ce qu'était devenue ce que le regretté professeur Rex Nettleford appelait une « culture ancestrale tournée en dérision et émasculée ».

Puissent les paroles pleines de ferveur de Nelson Mandela résonner pour toujours à nos oreilles : « Jamais, jamais, jamais plus cette terre magnifique ne connaîtra l'oppression d'un homme par un autre ». Puissions-nous, à l'Assemblée générale, faire nôtres ces paroles, pour prendre notre propre engagement et promettre que : jamais, jamais, jamais plus notre monde magnifique ne sera défiguré par la haine raciale et le refus de la diversité et ne sombrera dans le chaos à cause de l'obtusion et de l'intolérance.

Toutefois, il ne peut y avoir de paix sans justice. Robert Nesta Marley – ou Bob Marley, comme il est connu de certains membres –, ce symbole révolutionnaire, avait prévenu depuis longtemps, en se référant à la philosophie de Sa Majesté impériale Haïlé Sélassié I<sup>er</sup>, que jusqu'à ce que la philosophie qui tenait une race pour supérieure et une race pour inférieure soit finalement et pour toujours discréditée et abandonnée, la guerre serait partout. Jusqu'à ce qu'il n'y ait plus, dans un pays, de citoyens de première et de deuxième classe, jusqu'à ce que la couleur de la peau d'une personne n'ait pas plus d'importance que la couleur de ses yeux, et jusqu'à ce que les droits fondamentaux de la

personne humaine soient garantis également à tous, sans distinction de race, ce sera la guerre. Jusqu'à ce jour, le rêve d'une paix durable, d'une citoyenneté mondiale et de la primauté de la moralité internationale ne sera qu'une illusion fugace que l'on poursuivra mais que l'on n'atteindra jamais.

Pour éviter pareilles conséquences, faisons aujourd'hui ce que nous avons fait par le passé pour mettre fin à l'esclavage, à l'apartheid, au colonialisme, aux lois et pratiques discriminatoires et à l'injustice de différentes guerres. Faisons ce que nous avons fait dans un esprit de collaboration : formons un front uni qui comprenne toutes les nations, tous les groupes ethniques, tous les groupes religieux, tous les genres, toutes les classes et toutes les castes pour mettre fin au racisme, à la discrimination raciale, à l'afrophobie, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée et faisons-le maintenant, dans un esprit de respect et de tolérance mutuels, pour montrer notre attachement au principe fondateur de la dignité inhérente à la personne humaine.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovénie, qui va faire une déclaration au nom du Groupe des États d'Europe orientale.

**M. Marn** (Slovénie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Europe orientale.

Le Groupe des États d'Europe orientale se félicite de la présente séance de l'Assemblée générale consacrée à la commémoration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, qui se tient cette année sous le thème « Apprendre des tragédies historiques pour mieux lutter contre la discrimination raciale ».

Le combat contre le racisme est au cœur de l'Organisation des Nations Unies. Les êtres humains sont nés libres et égaux en dignité et en droits. Tous les membres de nos sociétés, sans distinction d'aucune sorte, doivent être traités sur un pied d'égalité. Néanmoins, le racisme continue d'infliger des souffrances à des millions de personnes de par le monde. Comme le montre le dernier rapport du Secrétaire général sur le suivi de la résolution 68/151 (A/69/354), en dépit des progrès accomplis dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, ces formes de discrimination n'ont pas été complètement éliminées et aucun pays ne

peut prétendre en être exempt. Nous devons tous faire davantage et dans cette lutte, nous devons présenter un front uni.

L'objectif de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale de cette année est d'explorer les causes profondes de la discrimination raciale et de tirer les enseignements de l'histoire. En nous remémorant des événements tragiques tels que le massacre de Sharpeville et en nous reportant aux tragédies du passé, nous devons veiller à ce que de telles violations des droits de l'homme ne puissent plus jamais se reproduire. L'éducation et la sensibilisation sont d'importants outils pour combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, mais nous devons également faire davantage pour promouvoir le dialogue interculturel, la tolérance et le respect de la diversité.

Dans quelques mois, nous célébrerons le cinquantième anniversaire de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La Convention est et doit demeurer la base de tous les efforts visant à prévenir, combattre et éliminer le racisme. À cet égard, nous aimerions insister de nouveau sur l'importance fondamentale de la ratification et de l'application intégrale de la Convention, qui doit être une priorité pour tous les pays, et exprimer le vœu de la voir universellement ratifiée. Parallèlement, nous aimerions souligner que la lutte contre le racisme est une responsabilité qui incombe au premier chef à l'État, qui doit prendre des mesures efficaces à l'échelle nationale, sur les plans politique, législatif et autres, afin de nous permettre à tous de progresser dans les efforts collectifs.

Les États d'Europe orientale sont profondément préoccupés de ce que l'objectif de l'élimination du racisme n'ait pas encore été atteint et que, en dépit des efforts nombreux, il reste encore beaucoup à accomplir au niveau national, régional et international. Nous demeurons déterminés à poursuivre la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui reste une priorité de nos programmes dans le domaine des droits de l'homme. Nous appuyons également le travail des organisations de la société civile dans ce domaine et leurs activités visant à sensibiliser le public sur l'importance de la lutte contre ce phénomène.

Pour terminer, je tiens à réitérer que la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée est une question qui concerne tous les pays. Les efforts de la communauté

internationale aux fins de l'élimination totale de ce fléau ne pourront aboutir que si nous travaillons tous ensemble à atteindre cet objectif commun.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Jamaïque, qui va faire une déclaration au nom du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

**M. Rattray** (Jamaïque) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

Les États d'Amérique latine et des Caraïbes réaffirment leur engagement indéfectible en faveur de l'élimination du fléau de la discrimination raciale, conformément à la Déclaration et au Programme d'action de Durban. Le racisme n'a pas sa place dans notre monde, et ses conséquences néfastes, manifestes dans la discrimination et la déshumanisation que subissent encore beaucoup trop de citoyens dans le monde, doivent être combattues de toute urgence, et avec plus d'efficacité.

Le sujet choisi pour la commémoration de cette année, « Apprendre des tragédies historiques pour mieux lutter contre la discrimination raciale », tombe à point nommé. Se pencher sur les tragédies de l'histoire fondées sur la discrimination raciale, telles que l'esclavage, l'Holocauste, l'apartheid, le génocide et la ségrégation, permet de galvaniser les efforts afin que pareilles horreurs ne se reproduisent plus jamais. Nous avons déployé des efforts notables à cette fin, par le passé, en adoptant notamment l'instrument historique que constitue la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Toutefois, nous devons dépasser la simple rhétorique pour obtenir des progrès tangibles, en venant à bout du monstre de la discrimination raciale, car nombreux sont encore les défis à relever dans les domaines social, économique et politique.

La Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine 2015-2024, avec son ambitieux programme d'activités adopté au cours de la présente session (voir A/69/PV.55), vise à remédier à nombre des séquelles restantes de l'une des plus grandes formes de discrimination raciale que le monde ait jamais connues et qu'il continue de s'efforcer de gérer. Cette Décennie internationale sera complémentaire de la Décennie des personnes d'ascendance africaine en Amérique latine et dans les Caraïbes, entamée en janvier 2014, après avoir été proclamée par la Communauté des États d'Amérique

latine et des Caraïbes (CELAC) en septembre 2013. À cette occasion, la CELAC avait également décidé de plaider en faveur de l'adoption de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine. Les deux décennies fournissent le cadre de l'adoption de mesures concrètes visant à remédier aux incidences multiples qu'a le racisme sur les personnes d'ascendance africaine aujourd'hui.

Dernièrement, notre Communauté, dans le plan d'action de la CELAC pour 2015, adopté à son troisième sommet, tenu à Belén, au Costa Rica, le 29 janvier, a décidé de mettre en œuvre le Plan d'action des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour les personnes d'ascendance africaine, issu de la réunion du groupe de travail de la CELAC sur les personnes d'ascendance africaine, tenue à Brasilia les 4 et 5 septembre 2014. La CELAC a également décidé de mettre sur pied un programme régional de promotion des politiques d'intégration sociale pour les populations d'ascendance africaine.

Les États membres de notre région sont constitués de populations pluriethniques, multiculturelles et multilingues. Nos sociétés ont tout à gagner de la riche diversité de nos populations. Nous reconnaissons qu'encourager la pleine participation et la pleine contribution de tous nos peuples est un moyen important d'atteindre nos propres objectifs de développement. À cet égard, les pays de notre région sont fermement convaincus que l'on ne peut parvenir au développement durable que si ce développement concerne toutes les personnes, indépendamment de leurs différences raciales.

En cette année charnière de 2015, les États d'Amérique latine et des Caraïbes réaffirment leur détermination de promouvoir la pleine intégration de toutes les personnes au sein de nos sociétés, indépendamment de leur race et de leur appartenance ethnique, et de libérer notre région et notre monde de la discrimination raciale.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Belgique, qui va faire une déclaration au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autre États.

**M<sup>me</sup> Frankinet** (Belgique) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États à l'occasion de la commémoration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

L'Assemblée générale a proclamé cette journée en souvenir du massacre qui eut lieu il y a 55 ans à Sharpeville, en Afrique du Sud, où 69 personnes furent tuées et beaucoup d'autres blessées lors d'une manifestation pacifique contre l'apartheid. Ce mois-ci, nous commémorons également un autre événement historique important : le cinquantième anniversaire du Dimanche sanglant à Selma, en Alabama. C'était le 7 mars 1965 sur le pont Edmund Pettus. Des agents de la police d'État s'en prirent violemment à une marche pacifique de défense des droits civils.

Aujourd'hui, nous nous réunissons pour exprimer notre solidarité avec les victimes du racisme et de la discrimination raciale, celles d'hier et celles d'aujourd'hui. Nous saluons les personnalités exceptionnelles qui ont montré la voie, comme Nelson Mandela, qui mena courageusement la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, et Martin Luther King, Jr., qui mena, de Selma à Montgomery, des milliers de manifestants pacifiques dans la marche historique pour le droit de vote. Nous rendons également hommage à toutes les personnes ordinaires qui ont apporté une contribution extraordinaire et ont aidé à soutenir ces mouvements de lutte contre la discrimination raciale. Ces efforts collectifs ont été cruciaux dans le combat mondial contre le racisme et dans le développement de cadres nationaux et internationaux visant à l'élimination de la discrimination raciale.

Cette année marque aussi le cinquantième anniversaire de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. En 1965, ce fut le premier traité international de base sur les droits de l'homme. Aujourd'hui, avec 177 États parties, la Convention a été ratifiée par quasiment l'ensemble des États. Les experts

indépendants du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale jouent un rôle essentiel en assurant le suivi de la mise en œuvre de la Convention et en assistant les États à adopter des politiques pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale.

Au cours des 50 dernières années, des progrès ont été enregistrés. Cependant, nous devons reconnaître que le racisme et la discrimination raciale sont encore ancrés dans toutes nos sociétés et que, dans certains cas, les tensions s'exacerbent, ce qui exige que nous adoptions sans délai des mesures. L'histoire a démontré à maintes reprises que le racisme et la discrimination raciale menacent les fondements essentiels de nos sociétés et laissent des traces dommageables au fil des générations. Nous devons tirer les leçons des tragédies passées et redoubler d'efforts pour combattre le racisme aujourd'hui. Nous devons assurer la mise en œuvre effective de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et honorer nos engagements.

En cette Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, faisons nôtre la tolérance et unissons-nous pour mettre fin à la discrimination raciale, où qu'elle se produise. Réaffirmons le principe fondamental inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ».

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le cadre de cette réunion commémorative.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 66 de l'ordre du jour?

*La séance est levée à 10 h 55.*